

pluies acides et un nouvel accord en matière de défense. L'aspect le plus important en ce qui nous concerne est cependant la percée qui a été faite sur le plan des intérêts économiques des secteurs privés aussi bien canadien qu'américain.

Permettez-moi de citer brièvement la première phrase de la déclaration conjointe sur le commerce: "Nous donnons aujourd'hui le coup d'envoi à un effort conjoint visant à établir un climat de prévisibilité et de confiance plus grandes pour permettre aux Canadiens et aux Américains de planifier, d'investir, de se développer et de se livrer concurrence plus efficacement entre eux et sur les marchés extérieurs."

La déclaration sur le commerce revêt une grande importance pour nos deux pays. Elle est de fait composée de trois parties. D'abord, elle renferme un accord sur le règlement immédiat d'un certain nombre de points de friction -- y compris les restrictions américaines sur l'acier et les produits contenant du sucre et le traitement réservé par le Canada aux supports publicitaires et à la retransmission des émissions de télévision.

En second lieu, les ministres du Commerce des deux pays ont été chargés de mettre au point un mécanisme bilatéral qui permettrait de réduire ou d'éliminer les barrières commerciales qui existent entre nous. On nous a demandé de soumettre nos recommandations d'ici six mois et à cet égard, je puis vous indiquer que j'ai eu ce matin un entretien très agréable et très encourageant avec Clayton Yeutter, qui comme vous le savez, doit assumer le poste de représentant des États-Unis au commerce.

En troisième lieu, la déclaration prévoit un plan de travail global au cours de l'année qui vient afin de résoudre un large éventail d'obstacles à l'expansion des échanges. L'un des principaux aspects de cette question est le traitement national prévu dans les programmes d'achat et de financement publics, les règles que l'on appelle communément "Buy America" ou "Buy Canada". Il y a de bonnes raisons pour de telles politiques, notamment la nécessité de fournir de l'emploi à des couches particulières de la population -- par exemple les minorités des centre-villes aux États-Unis et les régions de croissance négative dans certaines provinces du Canada. Pourtant, nos deux pays ont appris au cours des 20 dernières années que de telles politiques artificielles d'achat comportent toutes sortes de coûts cachés, y compris l'inefficacité et la résistance au